Mémoire VIVANTE

la cgt 29 — INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE — ihs — Bretagne

Bulletin de la section finistérienne de l'Institut CGT d'histoire sociale de Bretagne N° 15, mai 2019

Adresse : IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST — Courriel : ihscgt29@orange.fr

1939-2019

Il y a 80 ans la « Retirada »

En juillet 1936, Franco et d'autres généraux déclenchent un coup d'état militaire pour renverser la jeune République espagnole démocratiquement élue peu avant. C'est le début de la guerre civile qui va déchirer le pays jusqu'au début 1939 et se terminer par l'effondrement de l'armée républicaine, la chute de Barcelone et de Madrid, puis la « Retirada » (la retraite) ; environ un million de morts, près de 500 000 exilés et l'instauration du régime dictatorial franquiste.

La plupart des réfugiés ont choisi comme pays d'accueil la France où ils ont afflué par vagues, en 1936, 37, 38, enfin début 1939, selon l'évolution de la situation militaire et du front dans chaque région. « Mémoire vivante » rappelle ces tristes événements, la détresse des combattants et civils républicains, la place de la Bretagne, du Finistère, de la CGT dans l'organisation de la solidarité (accueil, hébergement, distribution de secours) envers les populations réfugiées. (Ci-dessus : véhicules chargés de réfugiés sur la route de Cerbère. Photo DR).

Lire pages 3, 4 et 5

Sommaire

Brest 1906-1910 : Pierre Biétry député « jaune »

Page 2

Hôpital Gourmelen Quimper :

de l'asile à un service public de santé mentale

Page 6 et 7

« Exilés » : le livre témoignage de José Colina

Page 8

1906-1910

Pierre Biétry un député « jaune » à Brest

Né en 1872, Pierre Biétry, ouvrier horloger chez Japy (célèbre fabriquant de réveils), adhérent du Parti Ouvrier Français de Jules Guesde, devient rapidement un militant syndical reconnu pour ses qualités de tribun et d'organisateur puis le Secrétaire de la Fédération Socialiste du Doubs.

En 1899, il retourne sa veste, rejoint les syndicats « jaunes » et fonde en 1902 la « Fédération des Jaunes de France »[1] qui prend pour devise « Travail, Famille, Patrie ».[2]

Souhaitant étendre l'influence de son mouvement, Biétry décide de se présenter à l'élection législative de 1906. Il envisage tout d'abord d'aller affronter Jean Jaurès dans le département du Tarn. Incertain de sa victoire, il choisit de partir à l'assaut de Brest. Il va mener une campagne véritablement tonitruante et bénéficier du soutien - y compris financier- « du clergé, de la bourgeoisie et des patrons réactionnaires qui font pression auprès des ouvriers afin de les faire voter pour Biétry ».[3]

Un « homme d'ordre » contre le « péril socialiste »

Comme l'argent ne manque pas, Biétry multiplie les réunions, édite et dirige un journal, Le Genêt, chargé de populariser sa candidature ; celle d'un homme d'ordre seul capable d'empêcher les grèves et de conjurer les périls du socialisme et du syndicat rouge.

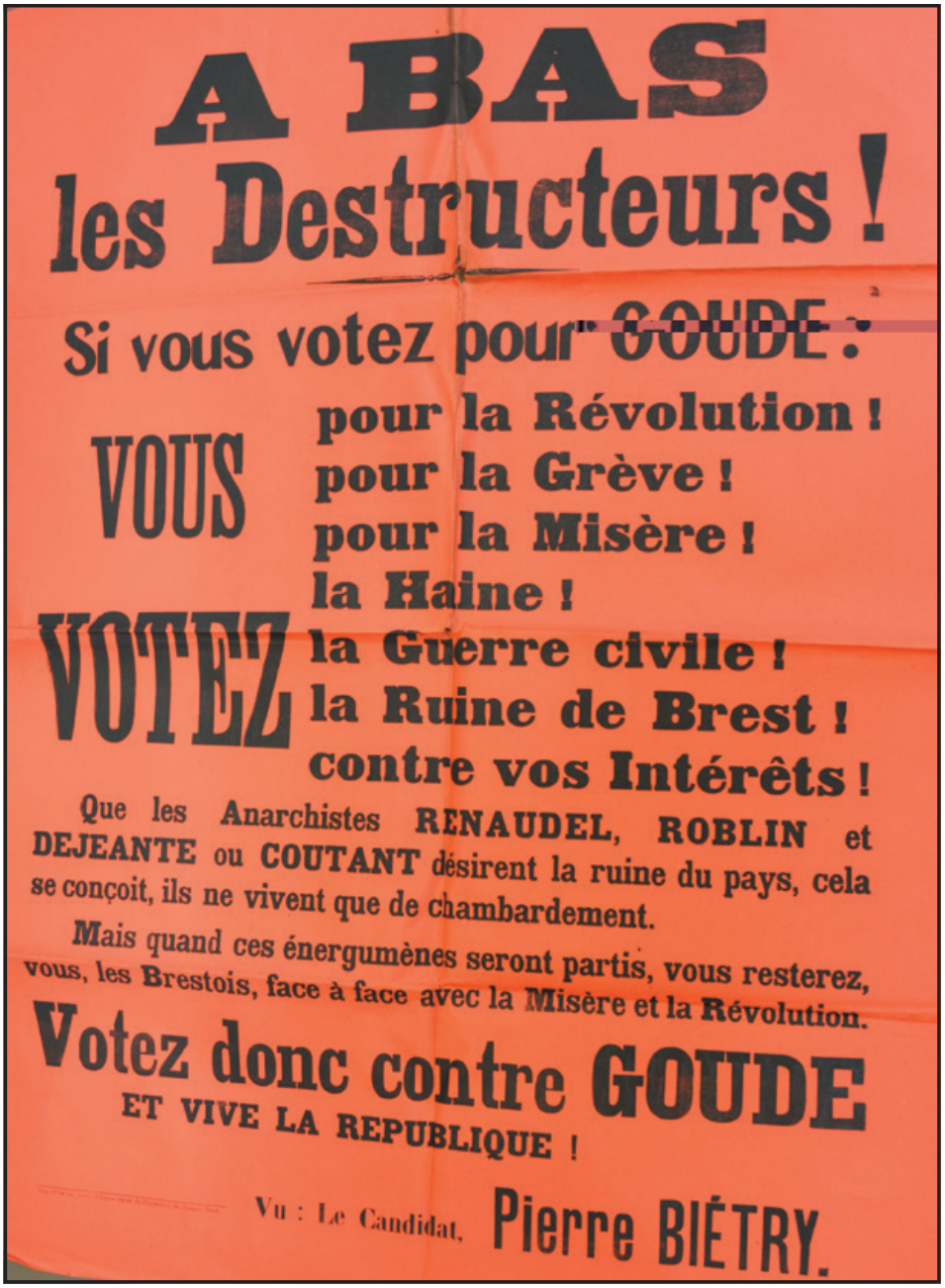
Son programme électoral, rédigé en français et en breton, expose que « sur tous les points du pays des mains criminelles armées par les socialistes portent la terreur, dévastent les maisons et les chaumières, profanent les églises. »[4]

Sa faconde va s'avérer payante : Biétry est élu le 20 mai 1906 par 8 886 voix contre 8 292 voix pour son adversaire socialiste.

Son activité parlementaire va se limiter à attaquer violemment Jean Jaurès et l'ensemble des socialistes. Ses excès de langage et son comportement vont conduire, procédure tout à fait exceptionnelle, la Chambre des Députés à voter son exclusion le 19 octobre 1908.

Autant il est présent à Paris, autant il est absent à Brest … où d'ailleurs on ne l'attend pas. Le 1er septembre 1906, soit trois mois après son élection, à l'occasion de son premier retour, nul ne l'attend à la gare et en mars 1907 il rassemble péniblement moins de 150 personnes venues écouter sa conférence sur « les jaunes » au cours de laquelle il se borne à critiquer la politique du gouvernement et le socialisme sans évoquer le moindre sujet d'intérêt brestois.[5]

Biétry ne se présente pas à l'élection de 1910 et quitte la France pour l'Indochine en 1912 pour y diriger une plantation d'hévéas où il meurt en novembre 1918. Les « syndicats jaunes » disparaissent avec lui.


A BAS
les Destructeurs !
Si vous votez pour GOUDE :
VOUS VOTEZ
pour la Révolution !
pour la Grève !
pour la Misère !
la Haine !
la Guerre civile !
la Ruine de Brest !
contre vos Intérêts !
Que les Anarchistes RENAUDEL, ROBLIN et DEJEANTE ou COUTANT désirent la ruine du pays, cela se conçoit, ils ne vivent que de chambardement.
Mais quand ces énergumènes seront partis, vous resterez, vous, les Brestois, face à face avec la Misère et la Révolution.
Votez donc contre GOUDE
ET VIVE LA REPUBLIQUE !
Vu : Le Candidat, Pierre BIÉTRY.

Candidat à Brest, à l'élection législative de 1906, Pierre Biétry, dans sa propagande et ses meetings, attaque violemment le socialiste Goude en usant d'arguments sans nuance… ***(Document AD 29)***

1 - Afin de tenter de réduire l'influence des syndicats ouvriers naissants et suite aux grandes grèves de 1899 le patronat minier et métallurgique du Creusot suscite la création d'un syndicat « libre et indépendant » qui lui est entièrement dévoué. Pour éviter d'être reconnus, ses « adhérents » recouvrent de papier jaune les vitres des fenêtres de leur local.

2 - Cette devise sera reprise par Pétain en 1940.

3 - AD 29, 3M301, rapports du Commissaire spécial du 11 avril 1906 et du sous-préfet du Finistère du 26 avril 1906.

4 - AD 29, 3M302, tracts et affiches

5 – AD 29, 3M301, rapports du sous-préfet du Finistère, du 1er septembre 1906 et du Commissaire spécial du 4 mars 1907 qui notent la seule présence des anciens ouvriers de l'Arsenal membres de l'ancien syndicat catholique de l'abbé Roule qui, précisent-ils, forment le noyau du « syndicat jaune » de Brest.

1939 - 2019

Il y a 80 ans, la « Retirada »

La « Retirada », en espagnol et en catalan, c'est la « retraite des troupes gouvernementales de la République espagnole en janvier et février 1939, après la défaite militaire contre les armées nationalistes de Franco et après trois ans de guerre civile. C'est la retraite puis l'exode et ensuite l'exil des réfugiés, par centaines de milliers.

Des soldats républicains désarmés passent devant des militaires français. ***(Photo DR)***

Cette guerre commence en juillet 1936 par le coup d'état militaire que déclenchent plusieurs généraux dont Franco pour renverser la nouvelle République espagnole et le Frente Popular (Front populaire), coalition de partis de gauche et républicains élue démocratiquement quelques mois plus tôt. Depuis cette date et durant les années 37 et 38, les phalangistes (nationalistes alliés à Franco) et les républicains s'affrontent dans une guerre civile atroce qui divise le pays ; les premiers pour prendre le pouvoir et établir un régime dictatorial, les seconds pour conserver le pouvoir démocratique légitime. L'armée franquiste, mieux équipée, formée de militaires entraînés, est aidée par les forces allemandes de Hitler et italiennes de Mussolini dont l'aviation bombarde les populations. La France (gouvernement Blum) et la Grande-Bretagne choisissent une politique de non-intervention que la CGT condamne. L'armée républicaine, malgré l'aide de l'URSS et des Brigades Internationales, est vaincue. Les derniers combats ont lieu en Catalogne et se terminent avec la chute de Barcelone le 26 janvier 1939 puis celle de Madrid deux mois plus tard, le 26 mars.

La plupart des militaires républicains en fuite choisissent la France, certains préférant la Grande-Bretagne, l'URSS ou l'Amérique latine. Après des hésitations, le gouvernement français radical de Daladier ouvre la frontière entre la France et la Catalogne, le 28 janvier aux civils et le 5 février aux combattants. Jusqu'au 13 février, près de 500 000 réfugiés républicains franchissent la frontière en différents points, à Cerbère, au Perthus, à Prats de Mollo, Bourg-Madame, etc. ; à pied, la nuit comme le jour, dans la neige, sous les bombardements, des files ininterrompues de femmes, hommes, enfants, vieillards, avec peu de nourriture et de vêtements, fuient dans des conditions épouvantables pour échapper à la mort. Pour certains, ceux venant de la côte nord-ouest de l'Espagne (dont le Pays Basque) c'est le deuxième départ vers la France : en 1937, après avoir fui une première fois par bateau leur pays bombardé, été accueillis dans un port français de l'Atlantique (Bordeaux, La Rochelle, Saint-Nazaire), ils avaient rejoint la Catalogne toujours aux mains des Républicains.

(à suivre, pages 4 et 5)

1939 - 2019

Il y a 80 ans, la « Retirada »

Le gouvernement Daladier parque les soldats républicains sur les plages des Pyrénées-Orientales. Ci-dessus, le camp improvisé d'Argelès-sur-Mer. ***(Photo DR)***

Un accueil mitigé en France

A la fois par imprévoyance d'une part, par une méfiance et des sentiments xénophobes ou hostiles aux Républicains (surtout communistes) d'autre part, l'accueil réservé par les autorités aux réfugiés en février 1939 n'est pas ce qu'ils espéraient : le gouvernement Daladier ne ressemble pas à celui de Léon Blum deux ans plus tôt. Tout d'abord, les hommes en âge de combattre sont désarmés puis séparés des civils, donc de leurs familles, et regroupés dans des camps d'internement, pas ou peu aménagés, sur les plages du Sud-Ouest (Argelès, Barcarès, Saint-Cyprien) où ils vivront dans des conditions d'hygiène et de confort déplorables. Plusieurs dizaines de milliers, intégrés dans les CTE (Compagnies de Travailleurs Etrangers) sont soumis par le gouvernement français au travail obligatoire dans l'armée, l'armement, l'agriculture. Beaucoup, voulant continuer la lutte contre le fascisme, s'engagent dans la Légion Etrangère et feront la guerre contre l'Allemagne.

Les civils, femmes, enfants, vieillards ou invalides, sont envoyés par train dans toute la France (plus de 70 départements) où ils resteront durant plusieurs mois. Les conditions d'accueil et d'hébergement varient selon les municipalités et la population locale.

Une nouvelle vie en Bretagne et dans le Finistère

En quelques jours, entre fin janvier et début février 1939, la Bretagne historique (quatre départements et la Loire-Atlantique) reçoit plus de 15 000 réfugiés. Le Finistère en accueille environ 4 000 transportés en train venant du sud jusqu'à la gare de Quimper ; de là certains montent dans des cars pour les communes environnantes ; d'autres continuent en train jusqu'à Landerneau puis vers Morlaix ou Brest. La plupart sont à la charge de l'Etat et environ 200 hébergés par la CGT.

Les autorités (préfets, sous-préfets, maires) doivent trouver des locaux collectifs suffisamment spacieux (colonies de vacances, entre autres) ou des logements fournis par des particuliers pour héberger des convois de plusieurs centaines de personnes. C'est la seconde fois que le Finistère accueille une vague de réfugiés espagnols (la première fois en 1937 avec les Basques, certains en trains et cars, d'autres, des marins-pêcheurs, aidés par leurs homologues bretons, à bord de chalutiers).

L'arrondissement de Quimper est celui qui accueille le plus de réfugiés, surtout dans la colonie de Poulgoazec, près d'Audierne (où des enfants basques avaient déjà été hébergés par la CGT deux ans plus tôt), et le manoir du Dourdy à Loctudy ; d'autres trouvent refuge dans une ancienne usine de l'île Tudy ou des maisons particulières à Audierne.

Le Nord-Finistère est également sollicité et de nombreuses familles arrivées à Brest sont accueillies successivement au Conquet, à Guilers, à Bertheaume en Plougonvelin, à la caserne de Sourdis en Roscanvel, à l'ancien aérium de Kerisa à Roscoff, à la colonie de la Ville de Morlaix à Plougasnou, dans des communes du pays de Morlaix (Plouégat-Guérand entre autres).

Nombreuses sont les communes rurales ou côtières accueillant plusieurs familles. Morlaix reçoit 108 réfugiés en février 39 et 568 durant l'hiver de la même année, répartis entre le bureau de bienfaisance, l'hôpital pour les malades ou blessés, des logements mis à disposition par des particuliers et la Maison du Peuple. Celle-ci est depuis le début de la guerre d'Espagne un centre de collecte et de distribution de secours, un lieu d'information sur le conflit *(tract de l'UL CGT aux paysans bretons pour refuser la vente de chevaux à l'armée franquiste, présentation d'une exposition et d'un film sur la guerre civile)* et d'hébergement pour les réfugiés. Un enfant réfugié avec sa famille à Plougasnou puis Morlaix deviendra célèbre : Paco Rabanne, le grand couturier.

Dans tout le département la solidarité s'organise à l'initiative des syndicats, des instances CGT, des partis de gauche, du comité du Front Populaire, mais aussi des paroisses, de l'évêché, des associations caritatives, des commerçants, de la population qui participent à des collectes et distributions de secours aux réfugiés. Certains sont hébergés par des familles de syndiqués CGT. Le « Finistère syndicaliste » appelle ses adhérents à donner des vêtements. Si des incidents ont pu se produire, les témoignages, archives et articles de la presse locale de l'époque font état d'un comportement majoritairement accueillant de la part de la population. Celle-ci est sensible au dénuement et à la détresse des réfugiés : douleur d'avoir quitté son pays pour longtemps, d'avoir perdu un parent dans la guerre, angoisse d'être sans nouvelle d'un proche. La plupart des familles réfugiées s'intègrent au mieux malgré les difficultés matérielles et culturelles (méconnaissance du français). Les enfants, quant à eux, dès qu'ils sont scolarisés, apprennent vite notre langue.

La guerre et l'occupation allemande

Mais les réfugiés sont confrontés à un nouveau danger : à l'approche de la déclaration de guerre (3 septembre 1939) et après, le gouvernement français, voulant se débarrasser des réfugiés espagnols qu'ils jugent encombrants à cause du contexte politique et militaire, tente par divers moyens de les faire retourner en Espagne, malgré les réticences voire le refus de la plupart redoutant les représailles franquistes.

C'est ce qui arrive à plusieurs dizaines de réfugiés de Morlaix et des environs (une partie venant de Plougasnou par car) que l'on fait monter sans informations, encadrés par des gendarmes, dans un train en gare de cette ville. Redoutant fortement un retour forcé dans leur pays d'origine, ils profitent d'un arrêt à Bordeaux pour descendre du train. Grâce au syndicat CGT des cheminots de Bordeaux et à la presse locale, les autorités sont contraintes de laisser le convoi repartir vers Morlaix.

La situation des réfugiés se complique avec la défaite de la France, l'arrivée de Pétain au pouvoir et l'occupation allemande ; particulièrement pour ceux qui étaient très engagés politiquement ou syndicalement en Espagne et qui redoutent des échanges d'informations entre services de renseignements allemands et franquistes. Néanmoins, la vie quotidienne continue pour les familles, les enfants allant à l'école, les femmes effectuant des travaux de ménage, de lessive ou autres pour subvenir aux besoins de tous. Les Compagnies de Travailleurs Etrangers, majoritairement constituées de réfugiés espagnols, sont transformées par le gouvernement de Vichy en Groupements de Travailleurs Etrangers ; des dizaines de milliers d'entre eux sont envoyés en Allemagne dans le cadre du STO (service du travail obligatoire) ou réquisitionnés par les Allemands pour travailler au service de l'organisation Todt et construire le Mur de l'Atlantique. Plusieurs milliers arrivent à Brest en 1941 ; affectés à l'édification de la base sous-marine, ils sont regroupés à Sainte-Anne et Montbarey.

Une plaque rappelle leur souvenir depuis 2014. Nombre d'entre eux formeront des groupes de sabotages quand d'autres rejoindront la Résistance bretonne. Plusieurs seront arrêtés, fusillés, déportés. Leur action s'ajoute à celle des combattants espagnols de la Légion Etrangère qui, lors de l'Armistice de 1940, ont rejoint la France Libre, en Angleterre ou en Afrique, puis l'Armée Leclerc et qui participeront avec les Alliés aux combats de la Libération.

Espoir, illusion et déception

Après la Libération de la France et dans l'euphorie de la victoire des Alliés, les républicains espagnols réfugiés en France espèrent que l'effondrement de l'Allemagne et de l'Italie entraînera la chute du franquisme, leur permettant de rentrer dans leur pays libéré ; il n'en est rien.

Ils doivent se résigner à s'exiler en Amérique Latine, ou à rester en France, souvent dans le Sud-Ouest, près de la frontière, certains en Bretagne, en attendant la mort de Franco… en 1975.

Aujourd'hui, à la frontière franco-espagnole plusieurs lieux de mémoire rappellent les heures tragiques de l'exil des réfugiés en 1939. Ci-contre, le « Cami de la Retirada », au col d'Ares. *(Photo DR)*

Quimper

Hôpital Gourmelen : de l'asile à l'EPSM

Un exemple des indignes conditions d'hébergement de « l'asile d'aliénés » : dortoirs désaffectés dans les années 1970. ***(Photo DR)***

C'est dans les archives de Jean-Marie Ruellant, qui fut secrétaire du « Syndicat du Personnel Subalterne de l'Asile d'Aliénés de Quimper », affilié à l'UD CGT du Finistère, que l'on trouve les premières traces de l'activité syndicale à l'hôpital Gourmelen. Elles remontent à 1923, dans un échange de courrier avec les camarades de Lesvellec dans le Morbihan (actuel Saint-Avé).

En août 1936, le syndicat propose un statut : contrat de travail pour les employés subalternes, adaptation des conquêtes sociales de juin 36 (salaires, congés payés, hygiène et sécurité, retraite, caisse de prévoyance, etc.).
Pendant la guerre, même si la CGT est dissoute, une activité syndicale subsiste en toute discrétion par le biais de cotisations toujours versées. Le camarade Ruellant a un échange épistolaire avec le camarade Merma (Fédération Santé CGT) qui donne des nouvelles sur les problèmes d'approvisionnement et qui négocie avec les autorités un statut pour les personnels de la santé.

1944. Les syndicats reprennent vie après le débarquement et la libération de la Bretagne. Ruellant reprend la tête du syndicat.

1945. Ruellant participe, avec un mandat pour 150 à 300 adhérents des services de santé, à l'assemblée générale de l'Union Locale CGT de Quimper qui relance la machine syndicale, et prépare le congrès de l'Union Départementale à Concarneau.

1950. Le camarade Ruellant quitte la CGT et adhère à FO-CGT, créée après la scission de 1947.

De fait, l'activité de la CGT se met en veilleuse. Elle reprend en 1954 sous la houlette de Jean Leroux. Aux élections professionnelles, la CGT est majoritaire avec plus de 55% des voix dans les deux commissions. Un cahier de 25 revendications est rédigé avec des résultats significatifs. Et un journal mensuel est également publié.
De 1955 à 1977, nous n'avons pas trouvé d'informations sur l'activité de la CGT.

1977 : premier congrès et dénonciation des conditions asilaires

Le 25 février 1977 se tient le premier congrès de la CGT de l'Hôpital Gourmelen ; ce congrès sera reconduit tous les ans, puis tous les trois ans. Les militants vont dénoncer régulièrement les conditions asilaires d'hospitalisation des patients.
Deux internes, adhérents à la CGT, témoignent dans « IMPACT CGT » N° 9, le journal du syndicat :
« Bien vite on fait le tour des « unités thérapeutiques ». Çà sentait pas bon. Les salles communes délabrées, sans hygiène, 30 à 40 lits à côté les uns des autres, des escaliers en forme d'oubliettes, des malades habillés de « pilloù » croupissent derrière des grillages et à chaque étage, un cloisonnement rigide… ».
En 1980 la CGT accélère la pression.
Faisant suite à la pétition qui recueille 600 signatures et à l'interpellation de la CGT dans les instances, une visite d'officiels, accompagnés de la presse, est organisée. Dans « IMPACT CGT », N°11 de juin 1980, la CGT cite un article de Ouest-France : « Chaque citoyen devrait faire au moins une fois dans sa vie la visite d'un hôpital psychiatrique comme celui de Quimper. Nul doute qu'il ressortirait troublé, ému et révolté de cette descente dans un univers clos qui se cache sous les fleurs et les grands arbres.
« Troublé parce qu'il se sentirait coupable d'avoir ignoré ses frères, les malades mentaux, ému parce que la vue de ces êtres rappellerait l'autre visage de l'homme, révolté parce que la société n'a guère donné à ces personnes la chance de vivre dignement.
« L'hôpital Gourmelen, il faut le crier, est indigne dans notre siècle et de notre science.

Assemblée générale du personnel du CHS Gourmelen en mai 1968. ***(Photo R. Le Reste).***

(...) La vérité fut cruelle. Pas d'armoire pour ranger les affaires personnelles, quelques lavabos, des chambres surchargées, des douches vétustes, des bâtiments insalubres qui seraient fermés par n'importe quelle commission de sécurité parce que non conformes aux règles de sécurité, des cuisines qui ne satisfont personne. Et la liste pourrait être bien plus longue encore. »

Dans le même numéro du journal syndical, cet extrait d'un article publié par Le Télégramme : « Des murs lépreux où les restes de peinture tombent en lambeaux. Des rangées de lits à perte de vue, entrecoupées de meubles ripolinés pompeusement appelés tables de chevet et où trouve tout juste place l'urinoir. Pas le moindre petit coin personnel, un tiroir, une armoire. Et puis cette odeur qui ne vous lâche pas ! »

« Comme un cul-de-basse-fosse … »

Le 22 octobre 1981, dans un tract pamphlétaire mais néanmoins constructif, la CGT persévère dans sa lutte pour l'humanisation de Gourmelen. Entre autres : « La clinique 6 est un archaïsme qui doit disparaître à brève échéance. Elle apparaît aujourd'hui comme un cul-de-basse-fosse, le « réceptacle final de la réjection » que l'on brandit parfois à des fins répressives, ce qui définit bien sa fonction. 128 malades pour une capacité de 97 lits… Le personnel y est confronté à de dures conditions de travail, les effectifs étant scandaleusement réduits... ».

« Pour sa part, la CGT, tout en alertant les pouvoirs publics, entend se porter partie prenante dans ces perspectives de changement. Nous avons déjà demandé à rencontrer Mme Sylvie Leroux en mission auprès du ministère de la Santé et chargée d'enquêter sur les inégalités devant l'accès aux soins. D'autres démarches et actions sont envisagées. »

Le 15 février 1982, la CGT écrit à Sylvie Leroux, après son passage :

« Notre syndicat se prononce résolument pour un véritable service public de psychiatrie, populaire et démocratique, inséré dans la communauté…

« La CGT est à l'origine d'une idée qui fait son chemin à l'hôpital, la constitution d'une commission extraordinaire de psychiatrie regroupant personnels soignants, non soignants, administration, représentants des usagers, du tissu sanitaire et social départemental, élus locaux, afin de dégager des projets de services (déchronicisation, ouverture sur la communauté, insertion dans le champ social en collaboration avec tous) et de définir aussi une politique globale en matière de psychiatrie dans le Finistère-sud. »

En 1980, l'hôpital Gourmelen disposait de 1 200 lits et était constitué de quatre services pour adultes, eux-mêmes subdivisés en « admission », « chroniques », « suite d'admission », « personnes âgées », « incurables ou gâteux ».

Les premiers services « extérieurs » ont été ouverts à Concarneau (LIDAPS) en 1984, puis à Pont-l'Abbé (hôpital de jour) en 1985.

Gourmelen aujourd'hui

Aujourd'hui l'Etablissement de Santé Mentale Etienne-Gourmelen (EPSM Gourmelen) dispose de 211 lits en hospitalisation complète et de 280 places en alternative à l'hospitalisation (hôpitaux de jour, appartements thérapeutiques, hospitalisation de nuit, hospitalisation à domicile). A cela s'ajoutent quinze centres médico-psychologiques (consultations), 50 lits d'EHPAD, 30 lits de maison d'accueil spécialisée et 15 lits de foyer d'accueil médicalisé (patients autistes ou pour troubles du développement).

La CGT est toujours présente et partage la représentativité syndicale avec la CFDT et SUD. Elle est aujourd'hui en lutte pour maintenir et préserver un dispositif de qualité en santé mentale, conquis au fil des ans depuis son premier congrès de 1977.

Guerre d'Espagne et « Retirada »

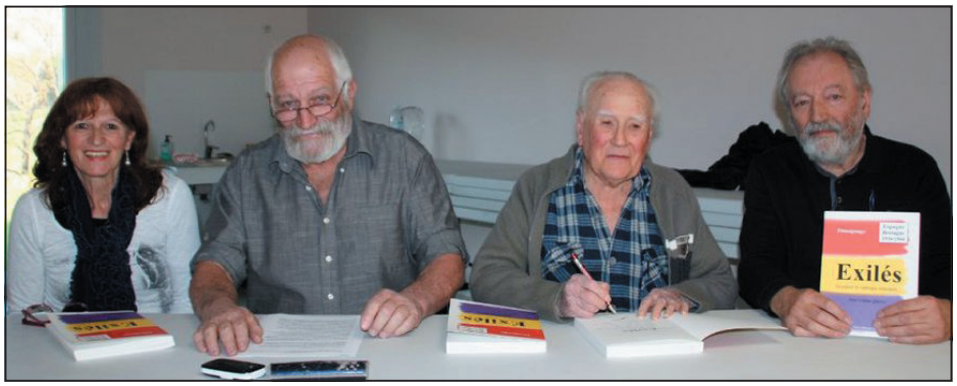
« Exilés » : le livre témoignage de José Colina

Juillet 1936, le putsch franquiste plonge l'Espagne dans la guerre. Le 27 décembre Santander est bombardé par l'aviation que le Reich nazi met au service des forces fascistes. José Colina Quirce et sa famille prennent les chemins tragiques de l'exil. Comme des centaines de milliers d'hommes de femmes et d'enfants ils fuient les destructions, les combats, les atrocités de la guerre.

Fidèles au gouvernement légal et à la République ils trouveront refuge, dans un premier temps en Catalogne.

L'effondrement des armées républicaines en janvier et février 1939 (la « Retirada ») les jettera à nouveau sur les routes de l'exode qui les conduiront en Bretagne. Dans le Finistère, du Conquet à Guilers, de Plougasnou à l'Ile-Tudy et à Audierne.

Dans les années de guerre et d'Occupation, entre enfance et adolescence, José, comme tant d'autres exilés, vit le déracinement, le déchirement des familles, l'accueil aussi et les espoirs déçus d'un retour impossible.



Le 22 mars dernier, José Colina présentait son livre au Sautel (Ariège), le village où il vit aujourd'hui, au pied des Pyrénées. Ci-dessus, de gauche à droite : Christiane Chamorro, bibliothécaire, le maire du Sautel Richard Moretto, José Colina, Alain Quesseveur (Maison du Peuple, Morlaix). *(Photo DDM)*

José Colina Quirce est né le 3 novembre 1929 à Santander (Espagne). Son exil en France et celui de sa famille commencent en février 1939. Il vit actuellement en Ariège, non loin de la frontière avec l'Espagne. Aujourd'hui, à l'aube de ses 90 ans, il ravive les souvenirs de ce passé jamais oublié. Une histoire de guerre, de fuite, de refuge et d'exil qui parle d'un temps révolu mais qui n'est pas sans actualité.

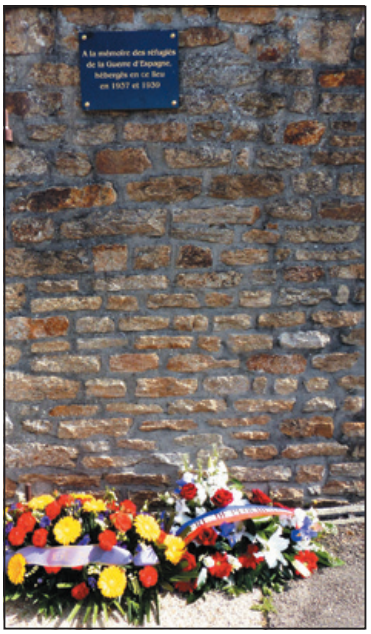
« Exilés » est publié par les Editions Maison du Peuple (Morlaix) avec le concours de l'Institut d'Histoire sociale CGT de Bretagne.

Pour commander : Maison du Peuple, 1 impasse de Tréguier 29600 Morlaix

maisondupeuplemorlaix@orange.fr Prix : 17 € (envoi postal compris).

Une plaque commémorative à Plouhinec

L'association MERE 29 (Mémoire de l'Exil Républicain Espagnol dans le Finistère) et la mairie de Plouhinec ont organisé samedi 27 avril une « journée du souvenir » - à laquelle l'UD CGT et l'IHS de Bretagne avaient été invités - à l'occasion des 80 ans de la Retirada pour rappeler l'importance de la commune dans l'accueil des réfugiés espagnols en 1937 et 1939. Le 8 mai 1937, 443 enfants et 20 accompagnateurs sont accueillis à Plouhinec. Fuyant les bombardements du Pays Basque, ils ont voyagé en bateau, en train puis en car jusqu'à l'ancienne colonie de Poulgoazec où ils trouvent refuge. C'est la CGT qui a organisé et financé le voyage et un séjour de quelques semaines. En été 1937, avec de nouveaux convois encadrés par le préfet, Plouhinec devient principal centre d'hébergement du Finistère et le restera en 1939 après la Retirada. Une plaque commémorative *(photo ci-contre)* a été apposée le 27 avril sur le lieu d'hébergement des réfugiés (ancien lycée Jean-Moulin aujourd'hui); la journée s'est poursuivie par un rappel historique, divers témoignages et la présentation du livre « Exilés » par la Maison du Peuple de Morlaix.



Bulletin d'adhésion à l'IHS CGT Bretagne

❑ **Adhésion 2019 à l'institut CGT d'histoire sociale de Bretagne**
Cotisation annuelle : 35 €. Cotisation de soutien : 60 € ou plus. Cotisation collective : 45 €.

Nom, prénom . . . . . .

Adresse . . . . . .

. . . . . .

Bulletin d'adhésion à adresser à IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST. Paiement par chèque à l'ordre de IHS CGT Bretagne.